

Recherches sociographiques



John F. HELLIWELL, *Mondialisation et bien-être*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2005, 105 p.

Marc Van Audenrode

Volume 48, numéro 1, janvier-avril 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/016240ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/016240ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Audenrode, M. V. (2007). Compte rendu de [John F. HELLIWELL, *Mondialisation et bien-être*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2005, 105 p.] *Recherches sociographiques*, 48(1), 176–178. <https://doi.org/10.7202/016240ar>

La ligne argumentaire de l'auteur m'apparaît très stimulante parce qu'elle soulève sans détour la question que bien des acteurs sociaux se posent (comment continuer la lutte ?) et parce qu'elle met en valeur le potentiel proprement politique des mouvements sociaux. Cependant, l'argument de la nécessité que les NMS se constituent en sujet politique unifié pour devenir une force politique réelle et efficace de transformation sociale me semble discutable. À partir du moment où une telle formation politique existe, elle devient autre chose que ce pour quoi elle a été créée. On retrouve ici le paradoxe de la représentation décrit notamment par Bourdieu : à partir du moment où nos intérêts et nos identités sont portés par d'autres que nous-mêmes selon le principe de la délégation de pouvoir, ils prennent corps et existent par eux-mêmes. La création d'une entité entraîne la perte de contrôle de cette entité à moyen ou long terme ; il n'y a pas là d'autoreprésentation.

Pascale DUFOUR

*Département de science politique,
Université de Montréal.*

John F. HELLIWELL, *Mondialisation et bien-être*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2005, 105 p.

Le livre de John F. Helliwell constitue la synthèse de nombreuses années de recherches que l'auteur a menées sur la question des liens entre mondialisation, États nations et bien-être. L'ouvrage procède en trois étapes, la première reposant sur le travail séminal du professeur Helliwell, l'étude des effets de frontières. Dans ses travaux, il a en effet démontré que deux régions à l'intérieur du Canada vont commercer de façon beaucoup plus intense que deux régions situées l'une au Canada et l'autre aux États-Unis, toutes autres choses égales. Il en conclut logiquement que les frontières exercent une influence marquante sur la structure des échanges entre régions.

La deuxième section du livre s'attaque au pourquoi – pourquoi ces échanges sont-ils plus intenses entre régions canadiennes ? L'auteur établit que les frontières ne font que sanctionner les différences fondamentales entre les peuples des États nations qui partagent des préférences et des valeurs fondamentales différentes. Il est donc naturel que des réseaux privilégiés se développent à l'intérieur des États, entre personnes partageant les mêmes valeurs. Ces réseaux privilégiés donnent naissance aux échanges plus intenses identifiés par Helliwell. Finalement, ces échanges privilégiés permettent aux nations de créer et de maintenir des différences dans leurs politiques sociales, fiscales et de santé, politiques qui bien sûr reflètent les différences de valeurs des peuples. La boucle est bouclée et l'auteur illustre son affirmation en citant une supposée absence de fuite des cerveaux du Canada vers les États-Unis. Cette fuite massive de cerveaux devrait normalement résulter des

différences de politiques fiscales, si les « cerveaux » canadiens ne partageaient pas des valeurs différentes des « cerveaux » américains.

Devant ce constat, Helliwell se pose donc la question de savoir si la mondialisation menace les États nations et leurs systèmes de valeurs et de préférences propres. C'est la troisième partie de son livre. Encore une fois, il aborde ce problème sous l'angle des relations Canada – États-Unis. Selon lui, une intégration plus poussée entre le Canada et les États-Unis qui passerait, notamment, par l'union monétaire (à l'image de la zone Euro) impliquerait à terme une convergence des politiques fiscales et sociales non désirables, puisque ces différences de politiques sont le résultat des différences de valeurs entre les deux pays. En conséquence, il voit le développement à venir des relations économiques internationales sous forme de multiplication de relations multilatérales, et non par l'approfondissement de relations bilatérales.

J'ai grandi dans l'est de la Belgique, une région connue autre fois sous le nom de principauté de Liège, qui englobait Liège, Maastricht, Aix-la-Chapelle et Cologne. Pendant mon enfance, cette région était séparée entre trois pays et lorsque l'on voulait magasiner, le choix se portait naturellement sur Bruxelles, située à 150 kilomètres, plutôt que sur Cologne, à 60 kilomètres. Pourquoi ? Simplement parce que la différence de devises et les formalités douanières, cumulées aux différences de langage, rendaient tout voyage entre la Belgique et l'Allemagne pénible. Depuis la disparition des frontières dans cette région et l'apparition de l'euro, la réalité a changé du tout au tout. La tendance naturelle des habitants de l'est de la Belgique n'est plus d'aller loin. La lourdeur associée au magasinage outre-frontières a disparu et les peuples se sont adaptés extrêmement rapidement. Ce qui avait toujours été une région économique naturelle l'est redevenu dès que les obstacles artificiels au développement économique que sont les frontières ont été abolis.

Cette expérience naturelle me semble très révélatrice. La question fondamentale par rapport à la thèse de Helliwell est la suivante : le commerce intra-frontalier domine-t-il le commerce extra-frontalier tout simplement parce que les frontières rendent le commerce extra-frontalier artificiellement plus coûteux ou, au contraire, comme l'affirme l'auteur, ces frontières sont-elles la résultante naturelle d'une similarité de valeurs ? Autant les bases statistiques en faveur de l'existence de ces effets de frontières sont solides et difficilement attaquables, autant l'interprétation qu'en fait l'auteur est peu convaincante. La présence de réseaux nationaux qui facilitent les échanges intra-nationaux est indéniable. Affirmer que ces réseaux expliquent la différence entre échanges intra et extra-nationaux me semble peu crédible.

Deux conclusions peuvent être tirées de la lecture du livre. Tout d'abord, les pays existent pour toutes sortes de raisons, qui bien souvent n'ont rien à voir avec l'économie. Les économistes devraient accepter qu'il y a des phénomènes que les sociologues et les politologues sont mieux aptes à expliquer qu'ils ne le sont eux-mêmes. Ensuite, tout au long de la lecture, il convient de garder à l'esprit que justifier et affirmer les différences entre le Canada et les États-Unis font partie de

l'imaginaire collectif du Canada anglais. En ce sens, le titre du livre du professeur Helliwell est quelque peu trompeur. Bien qu'il prétende s'attaquer à un problème planétaire, il ne semble ultimement concerné que par deux préoccupations : freiner l'intégration économique nord-américaine et affirmer la supériorité des politiques sociales du Canada.

Marc Van AUDENRODE

Groupe d'Analyse, Ltée – Analysis Group, Inc.

Ginette PAQUET, *Partir du bas de l'échelle. Des pistes pour atteindre l'égalité sociale en matière de santé*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2005, 152 p.

Pour un enfant d'âge préscolaire, vivre depuis sa naissance dans une famille située au bas de l'échelle sociale accroît son risque d'avoir une santé précaire et de souffrir d'un manque de stimulation précoce, facteur prédisposant à l'échec scolaire. Ces constats sont connus, et pourtant, ils ont été jusqu'à présent peu débattus ; d'où l'importance de ce livre de Ginette Paquet qui dresse un état des savoirs sur la manière dont les inégalités produites par les sociétés s'expriment dans les corps. Tout en proposant des pistes concrètes d'intervention pour déjouer l'influence négative d'un faible statut socioéconomique sur la trajectoire d'une vie, elle montre le rôle déterminant de la petite enfance dans le développement du sentiment d'emprise sur sa destinée.

L'argumentation de l'auteure suit une logique claire et les chapitres s'imbriquent bien. Le premier chapitre contient, comme il se doit, un survol de la situation en matière d'inégalités sociales de santé dans les pays occidentaux. Il livre des résultats intéressants sur la persistance des disparités entre les groupes sociaux, surtout au regard de la santé des tout-petits. À partir des données de l'étude longitudinale du développement des enfants du Québec (2003) (ÉLDEQ), l'auteure scrute l'influence de la position sociale de la famille québécoise sur la santé des jeunes enfants âgés de 5 mois à 4 ans. On y retiendra que les inégalités sont bien réelles : « pour un enfant d'environ 4 ans, vivre depuis sa naissance au sein d'une famille située au bas de l'échelle quant au revenu du ménage, au niveau de scolarité des parents et au prestige de leur profession, accroît, dans la plupart des cas, la probabilité que sa santé et son développement soient compromis. Par exemple, (...) le risque qu'il séjourne au moins une nuit à l'hôpital durant ses premières années de vie augmente près de 41 %. Comparativement à ses pairs issus d'un milieu favorisé, il a également environ 42 % plus de risques d'avoir un surplus de poids et près de 112 % plus de risques d'avoir des caries » (p. 28). De plus, il a une probabilité plus faible d'avoir été vu par un pédiatre.

S'appuyant sur l'état des lieux réalisé dans ce premier chapitre, l'auteure poursuit en examinant les mécanismes socioculturels, psychologiques, comportementaux et biologiques, susceptibles d'être impliqués dans la production de ces disparités. Son